

[L'Amérique post-Trump vue du campus]

CINQ QUESTIONS À MICHAEL JOHN WILLIAMS

IRIS 6 janvier 2021

Entretien avec Michael John Williams, directeur du programme de relations internationales de l'université de Syracuse (État de New York), et co-directeur de la revue *International Politics*. Réalisé par Romuald Sciora, essayiste, chercheur associé à l'IRIS.

« Vue du campus » est une minisérie de courtes interviews réalisées par Romuald Sciora, essayiste et chercheur associé à l'IRIS, auprès d'universitaires états-uniens. Chacun d'entre eux, via son champ d'expertise, tentera d'ici au 20 janvier 2021, jour de l'inauguration de la prochaine administration américaine, d'anticiper ce que sera la politique étrangère de Joe Biden.

*Cette semaine, c'est Michael John Williams, directeur du programme de relations internationales de l'université de Syracuse, basée dans l'État de New York, et co-directeur de la revue *International Politics*, qui nous livre son analyse. Il est un spécialiste reconnu de l'OTAN.*

Que pensez-vous du choix d'Anthony Blinken comme futur chef de la diplomatie américaine ?

La sélection de Blinken par Biden pour diriger le département d'État constitue un choix judicieux et reflète deux points importants. Le premier point est que le département d'État ayant été totalement déstabilisé par quatre années de négligence absolue a un besoin urgent de se renouveler sous la direction d'un dirigeant professionnel au fait des grands enjeux internationaux. Anthony Blinken est indiscutablement l'homme de la situation, prêt à aborder avec fermeté et humilité des dossiers urgents comme la montée en puissance de la Chine et le programme nucléaire iranien, sans parler de la pandémie actuelle et du changement climatique.

Le second point est que le Sénat étant sous le contrôle des républicains, le candidat au poste de secrétaire d'État doit être confirmé par ces derniers. Blinken, un habitué des arcanes politiques de Washington, est très respecté aussi bien par les démocrates que par les républicains. Il devrait donc être confirmé sans problème et ne devrait pas être par la suite l'objet d'incessantes et stériles attaques partisans. Ce qui lui permettra de travailler sereinement au redressement d'une diplomatie américaine ravagée par les années Trump.

Même enthousiasme pour ce qui est de la nomination de Jake Sullivan au poste de conseiller à la sécurité nationale ?

La sélection de Jake Sullivan en tant que conseiller à la sécurité nationale marque le passage d'une génération à l'autre. Sullivan, 44 ans, est le premier conseiller à la sécurité nationale de la génération du millénaire. Sullivan est devenu adulte à l'ombre du 11 septembre et de l'invasion désastreuse de l'Irak par les États-Unis. Il est donc très conscient des limites de la puissance américaine – en particulier de la puissance militaire américaine. Il comprend la nécessité de travailler avec des alliés et de parler avec des ennemis. Architecte de l'accord nucléaire iranien, il croit en la diplomatie et en la résolution pacifique des conflits. Donc oui, même enthousiasme.

L'élection de Joe Biden est-elle une bonne nouvelle pour l'OTAN ?

L'élection de Biden est une excellente nouvelle pour l'OTAN dans la mesure où le président élu et ses collaborateurs ont conscience de l'importance de notre alliance avec les Européens et considèrent cette organisation comme un élément fondamental de la sécurité internationale et de l'hégémonie américaine.

Quels sont aujourd'hui les principaux défis auxquels l'OTAN doit faire face ?

Les problèmes auxquels l'OTAN est confrontée sont nombreux et ne disparaîtront pas comme par magie. Le manque d'investissement dans la défense par les alliés européens reste problématique, à la fois politiquement aux États-Unis, mais aussi en termes d'élargissement du fossé d'interopérabilité entre les armées américaines et européennes. L'illibéralisme politique affiché par des États membres comme la Pologne et la Hongrie constitue un défi majeur au sein même de l'OTAN, la montée de nouveaux radicalismes en Afrique et au Moyen-Orient et le revanchisme russe à l'Est n'en finissent pas quant à eux de déstabiliser les relations internationales.

Joe Biden va donc s'atteler à tous ces chantiers et essayer de régénérer l'Organisation, mais pour cela il va avoir besoin de l'aide de ses principaux alliés européens. Et avec quelqu'un qui comme Emmanuel Macron déclare que l'OTAN est en « mort cérébrale », il n'est pas certain que cela aille de soi.

Quid des relations avec la Russie ?

Les proches conseillers de Biden tels que Tony Blinken, Jake Sullivan, Julie Smith et Mike Carpenter pour n'en citer que quelques-uns, sont tous très sceptiques à l'égard de la Russie de Poutine. La politique américaine envers la Russie consistera donc très probablement à continuer à isoler Moscou politiquement et économiquement. Mais guère plus. Je ne m'attends à aucun changement majeur quant au dossier concernant l'annexion de la Crimée par exemple.

Mexique et Etats-Unis au défi de revoir leur coopération contre le narcotrafic

AFP 9 janvier 2021

La stratégie mexicaine de militarisation de la lutte anti-drogue en vigueur depuis 2006 et encouragée par les Etats-Unis, est un échec patent. Et la vaste assistance sécuritaire américaine dont bénéficie le pays depuis 2008 dans le cadre d'un programme de coopération militaire baptisé «Initiative Merida» n'y a rien changé.

Des tonnes de drogues continuent d'entrer aux Etats-Unis, qui partage avec son voisin 3000 km de frontière, et les violences liées au trafic ont fait plus de 300 000 morts en près de 15 ans au Mexique. Les experts estiment notamment que la mobilisation de l'armée a abouti à fragmenter les cartels en cellules plus petites et plus violentes.

La coopération américano-mexicaine en matière de sécurité «n'a ni protégé les citoyens américains des drogues illégales toxiques ni les Mexicains des gangs criminels vicieux», déplore une commission du Congrès américain dans un rapport publié en décembre.

L'«échec» de la réponse militaire

Même si cet accord a représenté un effort «sans précédent» en matière de lutte contre le narcotrafic, il n'a pas rempli ses objectifs et une refonte est «urgente», renchérit la Commission de l'hémisphère occidental sur les politiques des drogues, à l'origine du

rapport. Il préconise «l'exploration d'approches plus ciblées qui se concentreraient sur les organisations les plus dangereuses, y compris celles qui font entrer clandestinement du fentanyl (le puissant opioïde synthétique) aux États-Unis».

Le groupe de réflexion International Crisis Group (ICG) soutient lui aussi que Washington doit changer le cap fixé par Donald Trump d'une «guerre» contre les cartels et reconnaître que «le recours à une réponse militaire d'une main de fer s'est avéré un échec».

Le président de gauche mexicain, Andres Manuel Lopez Obrador, a déjà fait savoir ne plus «vouloir de l'Initiative Merida», qui a permis à Mexico de bénéficier de 3 milliards de dollars d'aide. Ces fonds doivent servir au «développement économique» plutôt qu'à «des attaques menées en hélicoptère», a-t-il fait valoir.

De démocrates pour changer la donne

Mexico voudrait aussi que Washington le soutienne pour endiguer le trafic d'armes «made in USA» qui inonde le pays. Ce marché illégal génère un profit de 127 millions de dollars par an dans les caisses de l'industrie américaine de l'armement.

Selon Michael Shifter, président du Dialogue interaméricain, un groupe de réflexion basé à Washington, l'arrivée de Joe Biden à la Maison Blanche pourrait changer la donne: «les démocrates sont plus soucieux» que l'administration républicaine de Donald Trump des «violations des droits de l'homme résultant» de la militarisation de la lutte anti-drogue, souligne-t-il.

Par ailleurs, selon le spécialiste, M. Biden devrait également prendre en compte la question de l'émigration illégale en provenance du Mexique et de l'Amérique centrale. Cette question, et non le narcotrafic, a d'ailleurs été au coeur de l'entretien téléphonique entre les deux chefs d'Etat, le 19 décembre, selon les compte-rendus des deux parties.

Clé des futures relations américano-mexicaines

Le narcotrafic «est la plus grande inconnue concernant le futur immédiat de la relation, et de la manière dont cette question sera abordée dépendra le ton et la forme des relations entre les États-Unis et le Mexique», résume pour l'AFP Ricardo Alday, un ancien diplomate mexicain.

Les deux gouvernements vont devoir aussi restaurer une relation de confiance après l'arrestation en octobre à Los Angeles de l'ex-ministre mexicain de la Défense, Salvador Cienfuegos, pour trafic de drogue présumé, finalement renvoyé au Mexique pour permettre aux autorités de mener leur propre enquête.

Mais en raison de cet épisode, «il est possible qu'il y ait moins d'activité des services américains au Mexique et moins d'arrestations», souligne l'ICG. D'autant que le président mexicain a fait voter une réforme qui lève l'immunité des membres d'agences étrangères, dont la durée de séjour sur le sol mexicain sera dorénavant fixée par le gouvernement.

Cette nouvelle loi «marque un recul dans les efforts conjoints de lutte contre les stupéfiants et va probablement compliquer les relations bilatérales», souligne Michael Shifter. Pour l'ex-ambassadeur Alday, il n'est par ailleurs pas exclu que le président mexicain profite de ces restrictions imposées aux agents américains pour «obtenir des concessions de l'administration démocrate dans d'autres domaines en échange d'ajustements de la législation».